



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 30.3.2022  
C(2022) 2143 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 30.3.2022**

**portant approbation de la modification du programme de développement rural de la Corse, France, en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural et modifiant la décision d'exécution C(2015) 6869 du 6 octobre 2015**

**CCI 2014FR06RDRP094**

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 30.3.2022

**portant approbation de la modification du programme de développement rural de la Corse, France, en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural et modifiant la décision d'exécution C(2015) 6869 du 6 octobre 2015**

**CCI 2014FR06RDRP094**

(Le texte en langue française est le seul faisant foi)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil<sup>1</sup>, et notamment son article 11, point a),

considérant ce qui suit:

- (1) Le programme de développement rural de la Corse, France, en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour la période de programmation 2014-2020 a été approuvé le 6 octobre 2015 par la décision d'exécution de la Commission C(2015) 6869 et modifié en dernier lieu le 12 juillet 2021 par la décision d'exécution C(2021) 5315 de la Commission.
- (2) Le règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil<sup>2</sup> a prolongé la période de programmation 2014-2020 jusqu'au 31 décembre 2022 et a donné aux États membres la possibilité de financer leurs programmes de développement rural prolongés à partir de la dotation budgétaire correspondante pour les années 2021 et 2022. Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, dudit règlement, la prolongation de la durée des programmes de développement rural est sans préjudice de la nécessité de présenter une demande de modification des programmes de développement rural pour la période transitoire visée à l'article 11, point a), du règlement (UE) n° 1305/2013. Il convient dès lors de modifier les programmes de développement rural.
- (3) Le 18 février 2022, la France a présenté à la Commission une demande d'approbation d'une modification du programme de développement rural de la Corse, conformément à l'article 11, point a), du règlement (UE) n° 1305/2013. La France a présenté une version révisée de la modification du programme de développement rural le 23 mars 2022.

---

<sup>1</sup> JO L 347 du 20.12.2013, p. 487.

<sup>2</sup> Règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n° 1305/2013, (UE) n° 1306/2013 et (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n° 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022 (JO L 437 du 28.12.2020, p.1).

- (4) Conformément à l'article 30, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil<sup>3</sup>, la Commission a évalué la demande de modification du programme de développement rural et n'a pas formulé d'observations.
- (5) Les autorités compétentes de la France ont dûment motivé et étayé la demande de modification conformément à l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 4, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission<sup>4</sup>.
- (6) La Commission a conclu que la modification proposée du programme de développement rural est conforme au règlement (UE) n° 1303/2013 et au règlement (UE) n° 1305/2013.
- (7) Il convient dès lors d'approuver la modification du programme de développement rural.
- (8) L'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, point d), du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 dispose que le nombre maximal de modifications prévu aux premier et deuxième alinéas dudit article ne s'applique pas en cas de modification de la participation du Feader prévue pour chaque année visée à l'article 8, paragraphe 1, point h) i), du règlement (UE) n° 1305/2013, à la suite de changements intervenus dans la ventilation annuelle par État membre visée à l'article 58, paragraphe 7, dudit règlement; les modifications proposées peuvent engendrer des modifications consécutives dans la description des mesures. La présente demande de modification concerne une telle modification de la contribution Feader.
- (9) La présente décision ne couvre pas les aides d'État au sens des articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (le «traité») qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article 42 du traité lorsqu'il s'agit d'aides d'État qui n'ont pas encore été approuvées,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

#### *Article premier*

La modification du programme de développement rural de la Corse, France, soumise à la Commission dans sa version finale le 23 mars 2022, est approuvée.

#### *Article 2*

La décision d'exécution C(2015) 6242 du 8 septembre 2015 est modifiée comme suit:

1) à l'article 2, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

---

<sup>3</sup> Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil (JO L 347 du 20.12.2013, p. 320).

<sup>4</sup> Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (JO L 227 du 31.7.2014, p. 18).

«1. La participation maximale du Feader est fixée à 199.281.784 EUR. La ventilation annuelle de la participation totale de l'Union et les taux de participation pour chaque mesure et chaque type d'opération bénéficiant d'un taux de participation spécifique du Feader sont décrits dans la partie I de l'annexe.»;

2) la partie I de l'annexe est remplacée par le texte figurant à l'annexe de la présente décision.

#### *Article 3*

Toute dépense qui devient admissible du fait d'une modification du programme est admissible à compter du 18 février 2022.

#### *Article 4*

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 30.3.2022

*Par la Commission*

*Janusz WOJCIECHOWSKI*

*Membre de la Commission*

